



Le jeudi 8 février pour nos salaires pour nos libertés Non à la répression !

La direction d'ENEDIS MPS prête à toutes les formes de violence.

La convocation des deux agents du site de Gimont le mercredi 31 janvier a tourné court. A peine étaient-ils entrés dans les gendarmeries de Cologne et de l'Isle Jourdain qu'ils étaient exfiltrés de ces lieux et conduits par la Brigade Anti Criminalité, à vive allure dans des voitures banalisées, pour une garde à vue, à la gendarmerie d'Auch. Bilan 8h de privation de liberté !

Appliquer aux salarié.es défendant leur pouvoir d'achat les méthodes utilisées pour réprimer le grand banditisme.

Une chose est certaine la direction d'Enedis est à l'origine d'une plainte déposée il y a un an au plus fort de l'action des salariés pour leur pouvoir d'achat. Cette plainte oubliée ressurgit, comme par hasard, alors que la question salariale pour 2017 et 2018 est toujours source de conflit.

L'objectif de la direction est bien de tuer dans l'œuf toute contestation de ses politiques antisociales, à l'approche de la journée d'action du jeudi 8 février ! Elle entend utiliser toute la panoplie dont elle dispose pour intimider et réprimer.

Les lois antiterroristes appliquées aux salariés

Face au mécontentement social qui se généralise, chez les personnels de santé, dans l'éducation nationale mais aussi dans de nombreuses entreprises privées, la dernière « loi antiterroriste » Macron/Collomb, banalisant les pouvoirs d'exception et les étendant aux personnes considérées comme *potentiellement* dangereuses, est une aubaine pour le patronat.

Il apparaît de plus en plus clairement que cette loi n'a pas pour but d'arrêter « un poseur de bombes » mais d'assimiler les syndicalistes, les zadistes, les manifestants à des terroristes ! Les directions d'Enedis profitent-elles cyniquement d'une telle opportunité répressive ?

Le 8 février : pour nos conditions de vie, de travail et nos libertés

2h d'arrêt de travail minimum

Gers : 10h 12h_agence d'Auch

Ariège : 2h fin d'après midi BO de Foix

Comminges : 10h 12h_agence St Gaudens

Basso Cambo : 2h en fin d'après midi

Branche IEG : Augmentation conséquente du SNB,

Enedis/grdf : Reconnaissance du professionnalisme
Arrêt des suppressions d'emplois
Arrêt des réorganisations

Etablissement DR Sud : Retrait de toute plainte

... / ...

8 février : non à l'austérité!

Après un accord de branche salarial désastreux...

	SNB	Inflation	pertes
2017	0%	1,2%	1,2%
2018	0,2%	>1%	0,8%

Soit une perte de 2%, sur deux ans

Les entreprises rajoutent la diète à l'austérité : **Nombre de NR attribués à ENEDIS et GRDF :**

	ENEDIS	GRDF
2017	24700	7300
2018	20500	6600

Pour ENEDIS 4200 NR en moins... Une baisse de 17% !

Pour GRDF 700 NR en moins... Une baisse de 10% !

Les employeurs confirment que leur pilotage "par le cash" se traduit par des économies sur le dos des salariés.

Et ce n'est qu'un début puisque sont annoncés de grands coups de rabot à partir de 2018 :

- ✓ Un plan « social » massif avec au moins 2 000 suppressions d'emplois,
- ✓ La fermeture de centaines de sites de proximité et la révision des accords astreinte et ATT,

Projet GRDF 2019 : passage d'une maille 8 à une maille 6 avec toutes les conséquences néfastes pour l'emploi...

Les dirigeants d'ENEDIS et GRDF jouent contre nous et contre l'avenir de l'entreprise !

Leurs décisions de mener une politique de court terme purement axée sur un objectif de remontée d'un maximum de dividendes aux Groupes nous amènent dans le mur. C'est la politique de la terre brûlée qui laissera place à un champ de ruines en 2020 si nous les laissons faire.

La Cgt ne l'accepte pas et vous propose, elle, de réagir concrètement. Une occasion de manifester votre désaccord vous est offerte le 8 février, ne la laissez pas passer

Le 8 février est une étape dans le rapport de force obliger Enedis et Grdf à se comporter comme un véritable service public au service de la population.

Toulouse le 04 février 2018